



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Rédacteur au sein du département parcours de peine (F/H) Section des politiques de prise en charge

Direction : Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Affectation : DAP/SM/SDIP/IP1

Statut : Titulaire

Date de publication :

Date de fin de publication :

Informations générales

Corps / Grade :	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation	
Domaine fonctionnel RIME :		
Emploi-référence RIME :		
Groupe IFSE :		NBI :
Poste vacant <input checked="" type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input type="checkbox"/>		
Durée d'affectation attendue sur le poste :	2 ans minimum souhaité	

Localisation administrative et géographique

Direction de l'administration pénitentiaire / Millénaire 3
35, rue de la gare 75019 PARIS

Description du poste

Vos activités principales

La section des politiques de prise en charge a pour mission de :

- élaborer les normes relatives aux mesures suivies par les SPIP, en lien avec la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) ;
- définir le contenu des mesures suivies par les SPIP et les modalités de prise en charge des personnes placées sous-main de justice ;
- définir les normes d'organisation des SPIP ;
- définir les pratiques professionnelles et les doctrines d'emplois des agents en SPIP ;
- élaborer, mettre à jour et diffuser les référentiels métiers ;
- définir et mettre en œuvre les moyens propres à favoriser le développement des aménagements de peine et des mesures de probation ;
- assurer la cohérence de l'action des SPIP au regard de l'ensemble du processus d'exécution et d'application des peines
- définir et exprimer les besoins des SPIP en matière de système d'informations

Sous l'autorité du chef de section et de son adjoint, le rédacteur :

- participera à la rédaction des écrits (notes, référentiels...) et supports de communication à destination des personnels des SPIP concernant les modalités d'intervention et de prise en charge des PPSMJ ;
- contribuera à la rédaction des textes juridiques sur l'application et l'individualisation des peines ;
- travaillera, en lien avec les autres sections et bureaux, sur les modalités de prise en charge des publics spécifiques ;
- participera à la rédaction des réponses aux courriers des institutions et autorité sur les enjeux de la préparation à la sortie et des pratiques professionnelles en SPIP ;
- devra acquérir une technicité et une connaissance approfondie des recherches et travaux menés sur la probation ;

- participera et contribuera à l'organisation des réunions institutionnelles mises en œuvre par la section et des groupes de travail ;
- devra rédiger des supports de communication interne (rapports, comptes rendus, notes).

Nombre d'agents à encadrer

☐ A ☐ B ☐ C ☒ Sans objet

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

Poste soumis à une habilitation au Secret de la défense nationale

OUI ☐

NON ☒

Moyens mis à votre disposition (matériel, logiciels spécifiques, véhicules...)

Ordinateur portable

Les activités du service

Le Département des parcours de peine fait partie de la sous-direction de l'insertion et de la probation au sein de la direction de l'administration pénitentiaire.

Elle s'articule autour de deux départements – le Département du parcours des peines et le Département des politiques sociales et partenariales – afin d'assurer, sous une même autorité, une articulation constante entre les mesures, le partenariat et les pratiques professionnelles dans les SPIP.

Dans ce cadre, le département des parcours de peine :

- définit et évalue les modalités d'exécution par les services pénitentiaires des mesures judiciaires non-privatives de liberté, d'aménagement de peine et de probation, incluant la phase présententielle ;
- assure une mission d'appui et de conseil auprès des services déconcentrés pour favoriser le développement de ces mesures ;
- contribue à l'élaboration des normes relatives à ces mesures ;
- définit, en lien avec le département des politiques sociales et des partenariats, les orientations nationales pour les modalités de prise en charge des personnes placées sous-main de justice ;
- définit les doctrines et les référentiels de pratiques des personnels exerçant en service pénitentiaire d'insertion et de probation ;
- élabore les doctrines d'emploi, les référentiels de pratiques des personnels et les orientations nationales pour la gestion des mesures de surveillance électronique ;
- assure, en lien avec le bureau des systèmes d'information, une mission d'appui et de conseil aux services déconcentrés en matière de surveillance électronique, fixe et mobile, ainsi que le suivi central de l'exécution des mesures de surveillance électronique ;
- définit, en lien avec l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice, les modalités d'exécution par les services pénitentiaires de la stratégie nationale du travail d'intérêt général ;
- dans son domaine de compétence, assure le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre par les services déconcentrés.

Le département est composé de 3 sections :

- La section des politiques de prise en charge
- La section « Surveillance électronique » qui intègre le pôle de supervision du Bracelet Anti Rapprochement
- La section « Evaluation » qui comprend dans son organigramme une cheffe de pôle, deux rédacteurs de catégorie A

Composition et effectifs du service

22 agents (directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation, magistrats, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, attachés d'administration, officiers pénitentiaires, surveillant pénitentiaire).

Votre hiérarchie

Chef de section politique de prise en charge

Vos interlocuteurs métiers

Directions interrégionales des services pénitentiaires, autres sous-direction de la direction de l'administration pénitentiaire

Votre profil

Vos principales compétences à mettre en œuvre

Connaissances	Savoir-faire
Connaissances juridiques – exécution et application des peines Intérêt pour les politiques publiques Intérêt pour les fondements théoriques basant les nouvelles méthodologies d'intervention en SPIP Maîtrise des applicatifs métiers (APPI, Genesis, ...)	Capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles Capacités d'organisation et de suivi

Maitrise des logiciels de bureautique, notamment du pack Office			
Savoir-être			
Capacité à s'inscrire dans une relation hiérarchique			
Travail en équipe			
Discrétion professionnelle			
Gout pour la communication			
Capacité d'initiative et réactivité			

Expériences professionnelles antérieures souhaitées

Expérience professionnelle en lien avec le droit pénal et la procédure pénale

Informations complémentaires

Organisation de travail : du lundi au vendredi

Restauration : Restaurant administratif

Accessibilité en transport / Parking : Parking véhicules motorisés et parking vélos + accès RER, métro et Tram

Vos contacts pour déposer une candidature		La procédure de votre recrutement
Renseignements et candidature		Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Lelaure Marina- Cheffe de section des politiques de prise en charge	marina.lelaure@justice.gouv.fr	
Tordjmann Jessica- Adjointe à la cheffe de section des politiques de prise en charge	jessica.tordjmann@justice.gouv.fr	

Vous voulez en savoir plus ?



<http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>